

# Voices Unheard from the Pyrenees to Kibera – des jeunes agissent face aux risques climatiques

## Ce que le projet a accompli en 12 mois

Voices Unheard from the Pyrenees to Kibera ([VUPK](#)) est un projet financé par l'Union européenne, mis en œuvre dans le cadre de la première cohorte des subventions de coopération du [Laboratoire d'action jeunesse UA-UE](#), au sein du [Plan d'action pour la jeunesse](#) dans l'action extérieure de l'UE (2022-2027).

Le projet réunit [Petite Graine](#), dans les Pyrénées françaises, et [Maida Community-Based Organisation](#), à Kibera, Nairobi. Le partenariat s'est construit à partir d'une expérience partagée d'exclusion des processus décisionnels.

Dans les Pyrénées, les jeunes sont confrontés à deux réalités climatiques différentes: le risque d'inondation à Luchon, où la dernière crue majeure remonte à 2013, et la sécheresse à Caramany, qui a marqué le territoire entre 2022 et 2025. Dans les deux cas, VUPK a cherché à documenter les expériences vécues et à faire remonter les préoccupations des jeunes auprès des acteurs publics et institutionnels.

À Kibera, la communauté a été fortement touchée par les inondations de 2024. Ces inondations sont devenues récurrentes et sont aggravées par l'insuffisance du drainage, l'insalubrité et la précarité du logement. Elles créent ainsi une vulnérabilité climatique directe pour les habitants. Le cas de Kibera offre ainsi un parallèle international utile. Dans un contexte très différent de celui des Pyrénées, il montre que les catastrophes climatiques deviennent plus graves lorsque les infrastructures de base sont insuffisantes.

Sur 12 mois, le projet a combiné collecte de témoignages, enquêtes auprès de jeunes, ateliers, rédaction de deux notes politiques ([Pyrénées](#), [Kibera](#)), réunions de plaidoyer avec des décideurs, webinaire public, visite d'étude de Petite Graine auprès de Maida CBO au Kenya, et réalisation d'un documentaire.

## Les catastrophes climatiques sont aggravées par la marginalisation et les failles de gouvernance

Les enquêtes menées auprès des jeunes de ces territoires montrent que les événements climatiques sont d'abord vécus comme des perturbations concrètes de la vie quotidienne : logement endommagé, santé menacée, déplacements rendus difficiles, pertes économiques, insécurité et inquiétude pour l'avenir.

Dans les réponses recueillies, ce qui revient le plus souvent n'est pas seulement l'intensité des événements climatiques eux-mêmes, mais le manque d'anticipation, d'information claire et de soutien pratique de la part des autorités publiques.

À Luchon, les répondants ont décrit l'inondation de 2013 comme un événement soudain et marquant. Ils évoquent des maisons inondées, des biens détruits, des pertes financières et une peur durable qui revient chaque printemps avec la fonte des neiges. Ce qui leur a le plus manqué est une anticipation plus forte des autorités publiques, une alerte rapide, une communication claire en cas de crue, ainsi que des infrastructures de prévention suffisamment solides pour limiter les dégâts et protéger la population.

À Caramany, la sécheresse a été décrite moins comme un événement ponctuel que comme une pression prolongée sur la vie quotidienne. Les familles ont dû restreindre leur consommation d'eau, les jardins sont devenus plus difficiles à entretenir, l'activité agricole est fragilisée, et certains répondants s'interrogent sur la possibilité de continuer à vivre et travailler sur le territoire à long terme. Là encore, les jeunes ont surtout souligné le manque d'action concrète, notamment en matière de gestion de l'eau, d'investissement, de soutien aux infrastructures d'irrigation et d'adaptation aux réalités écologiques locales.

À Kibera, les répondants ont décrit les inondations à travers des réalités très concrètes : rigoles et canalisations bouchées, rivières en crue, maisons envahies par l'eau, routes impraticables, destruction de biens, déplacements de familles et risques sanitaires liés au mélange des eaux de crue avec les eaux usées. Le projet a également montré que cette vulnérabilité est liée à des facteurs sociaux et politiques plus larges : marginalisation de la communauté Nubienne, précarité du logement, difficultés d'aménagement urbain, tensions foncières et méfiance entre les habitants et les autorités publiques.

## Perspectives et solutions proposée par les jeunes

Sur les deux continents, le message des jeunes est clair : les communautés ont besoin de dispositifs concrets qui fonctionnent avant, pendant et après une catastrophe climatique. Elles ont aussi besoin de mécanismes de gouvernance qui reconnaissent les jeunes comme des acteurs de la résilience, et non comme de simples bénéficiaires ou victimes.

À Luchon, les réponses font apparaître une demande forte de meilleure anticipation des inondations et de préparation du public. Les jeunes répondants demandent notamment l'installation de capteurs de niveau d'eau, le renforcement de la prévision hydrologique, des sirènes, des alertes SMS, des exercices annuels d'évacuation et des systèmes d'alerte directs pour les habitations situées à proximité des rivières.

Ils proposent également des mesures territoriales : reconstruction et renforcement des berges, amélioration des fossés et des canaux de débordement, création d'espaces publics perméables capables d'absorber l'excès d'eau, renforcement des infrastructures de protection dans les zones les plus exposées, et abaissement préventif du niveau des lacs de montagne après les hivers à fortes chutes de neige.

Au-delà des solutions techniques, les répondants expriment un sentiment d'exclusion. Ils demandent des réunions publiques régulières, la création d'un comité citoyen indépendant sur l'écologie et le climat, ainsi qu'un engagement politique plus clair de la municipalité, avec un budget et un programme dédiés à l'adaptation climatique.

À Caramany, les jeunes répondants considèrent que l'adaptation à la sécheresse doit combiner des réponses techniques, agricoles et citoyennes. Leurs propositions portent notamment sur la récupération des eaux de pluie, l'installation de citernes individuelles et collectives, la réutilisation locale des eaux usées, le soutien à l'irrigation goutte-à-goutte et aux systèmes low-tech comme les oyas, ainsi qu'un meilleur entretien des réseaux locaux d'irrigation.

Ils appellent aussi à une transition vers une agriculture plus résistante à la sécheresse et plus régénératrice. Plus largement, ils soulèvent la nécessité de réduire les usages gaspilleurs de l'eau, de repenser la pression touristique pendant les périodes les plus sèches, de soutenir les agriculteurs et viticulteurs dans des transitions viables, et de mieux sensibiliser le public à l'eau comme ressource partagée et limitée.

À Kibera, les jeunes mettent en avant des mesures de base pour réduire les causes quotidiennes du risque d'inondation : drainage mieux entretenu, collecte des déchets plus fiable, accès à l'eau propre, abris sûrs, dispositifs de relocalisation équitables pour les ménages les plus exposés, et systèmes d'alerte communautaires utilisant les canaux réellement employés par les habitants, comme les SMS, WhatsApp, les réseaux sociaux, les leaders locaux et les forums communautaires.

Leur message rejoint celui des jeunes des Pyrénées : l'adaptation climatique doit être construite avec les communautés concernées, et non simplement décidée pour elles.

## Réussites du projet VUPK

Le premier pilier du projet était la recherche. Les enquêtes, entretiens et ateliers ont permis de faire émerger les perspectives des jeunes et de les intégrer dans deux notes politiques. Ces notes ont été publiées le 13 octobre 2025, à l'occasion de la Journée internationale pour la réduction des risques de catastrophe, puis relayées par [PreventionWeb](#), la plateforme du Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe.

Dans ce cadre, deux ateliers ont été organisés avec les communautés de Caramany et de Kibera afin de discuter des causes et conséquences du changement climatique et de les relier aux expériences vécues localement. Ces ateliers se sont appuyés sur la méthodologie de la [Fresque du Climat](#).

La Fresque du Climat repose sur 42 cartes qui permettent de comprendre, de manière structurée, les liens entre activités humaines, émissions de gaz à effet de serre, réchauffement climatique et impacts sur les sociétés humaines. Elle montre notamment comment l'usage des énergies fossiles dans l'industrie, les bâtiments et

les transports, ainsi que certaines pratiques agricoles, contribuent à renforcer l'effet de serre, à perturber les grands équilibres climatiques et à multiplier les risques de sécheresses, d'inondations, de vagues de chaleur, de baisse des rendements agricoles et de déplacements de populations.

À Luchon, l'imprévisibilité croissante des conditions météorologiques rend les chutes de neige hivernales plus difficiles à anticiper. Certaines années, la neige est presque absente ; d'autres années, elle tombe en quantité importante. Lorsque de fortes chutes de neige sont suivies d'une hausse rapide des températures, la fonte peut être brutale. Combinée à de fortes pluies au printemps, cette situation peut créer des goulets d'étranglement et provoquer le débordement des rivières.

À Caramany, le problème est inverse. Le changement climatique se traduit par une baisse des précipitations et un assèchement marqué des sols. Certains habitants comparent localement cette situation à des niveaux de sécheresse observés dans la région du Sahel.

À Kibera, la saison des pluies s'est raccourcie, mais les précipitations sont devenues plus intenses et plus violentes. Comme l'ont expliqué les anciens nubien, Kibera était autrefois une zone boisée. L'expansion urbaine a fortement réduit cette couverture végétale. Avec moins d'arbres pour retenir l'eau, les fortes pluies contribuent aujourd'hui à des crues soudaines dans un quartier informel dense et vulnérable.

Le deuxième pilier du projet était le dialogue politique. À partir des résultats des enquêtes, des entretiens et des recommandations formulées par les jeunes, VUPK a rédigé des notes politiques qui ont servi de base aux échanges avec les décideurs.

Ces échanges ont donné lieu à des réunions avec la Région Occitanie, la Direction générale de l'action pour le climat de la Commission européenne, le Programme des Nations Unies pour les établissements humains, l'Union africaine, la Délégation de l'Union européenne au Kenya, la Délégation de l'Union européenne auprès de l'Union africaine, le Bureau du Président du Kenya, ainsi que des représentants du ward au niveau du sous-comté de Nairobi.

Le projet a également organisé une visite d'étude de Petite Graine auprès de Maida CBO, au Kenya, en janvier 2026. Cette visite a permis aux partenaires de mener ensemble plusieurs dialogues politiques et d'organiser un atelier avec de jeunes participants de Kibera.

Cet atelier comprenait une session sur les premiers secours et la préparation aux inondations, couvrant les comportements de secours sûrs, la réanimation cardio-pulmonaire, la préparation des ménages, les signes d'alerte, l'évacuation et les risques liés aux eaux de crue contaminées.

La seconde partie était consacrée au plaidoyer des jeunes sur les enjeux climatiques. Trois professionnels du plaidoyer ont partagé leur expérience afin d'aider les

participants à mieux comprendre comment dialoguer avec les acteurs publics, défendre leurs droits et demander des comptes aux décideurs.

Lors de cette visite, VUPK a également documenté des actions déjà menées localement par des jeunes et des acteurs communautaires à Kibera. Le projet a notamment visité [Whispers Champion Youth Initiative](#), un groupe communautaire qui a transformé une décharge en ferme urbaine grâce à l'agriculture verticale et à la réutilisation du plastique ; Kibera Primary School, avec ses activités de jardinage scolaire et de compostage ; ainsi qu'[Amani Kibera](#), une initiative locale qui forme de jeunes femmes à la couture, soutient le développement de leurs activités économiques et construit une bibliothèque communautaire.

Le troisième pilier était le partenariat et la construction de réseaux. Une activité importante a été l'organisation d'un webinaire en ligne sur le plaidoyer climatique porté par les jeunes, avec Léah Khayat de [WECF](#), Ann Makena Gitonga de la Pan-African Climate Justice Alliance ([PACJA](#)), et Baliqees Salaudeen-Ibrahim de l'African Youth Initiative on Climate Change ([AYICC](#)).

Ce webinaire a permis au projet d'échanger avec d'autres organisations travaillant sur le changement climatique, l'action communautaire et la participation des jeunes, et de tirer des enseignements de leurs expériences.

## Enseignements tirés des dialogues politiques

### Pyrénées

#### Région Occitanie

Le projet a organisé une discussion avec Corine Richerol, cheffe de projet sur l'adaptation climatique avec un focus sur les Pyrénées-Orientales à la Région Occitanie. L'échange a été organisé avec Amandine Defrasne, présidente du Pari du Lac, un groupe communautaire dans le village de Caramany. Avec d'autres jeunes, Amandine a été élue au conseil municipal lors des élections municipales françaises de mars 2026.

La discussion a permis à l'équipe de mieux comprendre le cadre politique de l'adaptation climatique en Région Occitanie, ainsi que la manière dont les projets liés à l'eau et à l'adaptation sont financés et mis en œuvre sur le terrain.

L'échange a d'abord porté sur les principaux cadres stratégiques de la Région. Le [Pacte Vert Occitanie](#), adopté en 2020, constitue la stratégie générale de la Région pour rendre les politiques publiques plus durables. Le Plan Eau 2023 est un document plus opérationnel, visant à améliorer la gestion des ressources en eau sur le territoire. L'équipe VUPK a soulevé la question du manque de transparence et de la difficulté d'accéder à certains documents en ligne. À la suite de l'échange, Mme Richerol a partagé le Plan Eau, que VUPK a ensuite rendu [accessible](#).

La discussion s'est ensuite concentrée sur l'adaptation à la sécheresse à Caramany. Amandine Defrasne a expliqué que sa liste municipale avait été élue avec l'engagement de soutenir l'achat et l'installation de récupérateurs d'eau de pluie, mais que les voies de subvention restaient à identifier. Plusieurs pistes ont été évoquées, notamment le soutien régional, les financements européens via le Fonds européen de développement régional, et l'appui de l'Agence de l'eau. Mme Richerol a indiqué que la Région pourrait accompagner la préparation d'une demande de subvention.

VUPK a également soulevé la question de la rénovation du réseau d'irrigation des canaux du village. Mme Richerol a indiqué que ce type de rénovation pourrait potentiellement être éligible à un soutien via le service agricole de la Région, compte tenu de son importance pour les potagers et la petite agriculture.

Amandine Defrasne a aussi évoqué un projet de construction de 200 nouveaux logements à La Tour, un village voisin, malgré la rareté actuelle de l'eau. Cette information a surpris Mme Richerol, qui a rappelé que les documents de planification territoriale, comme le Schéma de cohérence territoriale, devraient normalement empêcher de telles autorisations dans des zones déjà confrontées à un stress hydrique.

La discussion a ensuite porté sur la nécessité d'un schéma local de gestion de l'eau. Ce type de document est souvent nécessaire pour accéder aux financements de l'État, mais Caramany n'en dispose pas actuellement. Des difficultés demeurent en raison d'une coordination insuffisante entre les différents niveaux de gouvernance, notamment le préfet représentant l'État, l'intercommunalité dont dépend Caramany et la commune elle-même.

En particulier, l'intercommunalité ne semble pas partager suffisamment de données sur l'usage de l'eau, y compris la consommation agricole. Cela constitue une contrainte majeure, car sans données fiables, il est difficile de concevoir un schéma de gestion de l'eau précis et efficace. Mme Richerol a indiqué que l'Agence de l'eau pourrait apporter un soutien à la mise en place d'un tel schéma.

La Région a également évoqué le projet de connexion du Rhône au réseau d'eau des Pyrénées-Orientales comme une réponse possible au manque persistant d'eau. Des travaux sont en cours pour évaluer les besoins et les coûts d'un tel projet, et une étude devrait être publiée en décembre 2026.

Enfin, la discussion a abordé les risques d'inondation à Luchon. Elle a notamment porté sur Vigicrues, dont l'extension à l'ensemble du territoire français est prévue d'ici 2030, y compris à Luchon. Mme Richerol a évoqué le Service de Prévision des Crues, en soulignant son rôle proactif et professionnel. Elle a cependant rappelé que la prévision des crues en zone de montagne reste particulièrement difficile, car les épisodes orageux sont souvent très localisés et donc difficiles à modéliser. La Région a proposé de mettre le projet en contact avec les interlocuteurs compétents sur cette question.

Le résultat de cette réunion a été très positif. Elle a permis d'établir un contact direct entre la Région et des jeunes de Caramany, dont certains sont désormais membres du conseil municipal. Elle a également posé les bases d'une possible demande de subvention pour des récupérateurs d'eau de pluie et ouvert la voie à de nouveaux échanges.

## Commission européenne, DG CLIMA

Le projet a ensuite organisé un échange avec Vanessa Bruynooghe, de la Direction générale de l'action pour le climat de la Commission européenne, au sein de l'unité E1 Préparation et adaptation, liée à la [Mission de l'UE sur l'adaptation au changement climatique](#).

La Mission est un programme de l'Union européenne conçu pour aider les régions européennes à mieux comprendre les risques climatiques et à mettre en œuvre des solutions d'adaptation. La discussion s'est concentrée sur la manière dont les outils, projets et ressources documentaires pourraient être utiles à des territoires comme Luchon et Caramany.

Mme Bruynooghe a d'abord partagé des exemples de projets financés par la Mission et pertinents pour les régions de montagne, notamment [MountAdapt](#) et [MountResilience](#). L'équipe VUPK a soulevé des préoccupations concernant l'utilité pratique de certains résultats de MountAdapt, notamment au regard du financement européen de 5,8 millions d'euros du projet. Plusieurs ressources semblaient trop génériques, difficiles à reproduire localement, ou liées à des services commercialisés par des acteurs privés plutôt qu'à des outils librement accessibles pour les collectivités locales.

À l'inverse, MountResilience présente des développements plus intéressants pour des territoires comme Luchon et Caramany, notamment sur l'amélioration des données et de la prise de décision en matière de [résilience hydrique](#) dans les régions de montagne. Ces travaux paraissent plus proches des besoins locaux, en particulier pour la prévention des inondations et l'adaptation climatique.

Mme Bruynooghe a également partagé plusieurs ressources européennes et françaises pouvant aider les collectivités locales à identifier des solutions d'adaptation. Ces ressources comprennent notamment le [Portail](#) de la Mission Adaptation de l'UE, [l'Observatoire européen du climat et de la santé](#), [la Convention des Maires](#), [le Centre de ressources pour l'adaptation au changement climatique](#), [Mission Adaptation France](#), [Cerema](#) et le [Portail des villes de l'UE](#).

La discussion a aussi porté sur la difficulté, pour les petites communes, de s'y retrouver parmi les nombreux outils, initiatives et sites web existants. Mme Bruynooghe a indiqué que la Commission européenne est consciente de cette difficulté et travaille sur une nouvelle ressource, Resilience Plus, qui devrait centraliser les informations de manière plus accessible pour les collectivités locales et les communautés.

VUPK a ensuite soulevé le besoin d'une meilleure prévision des inondations et de données climatiques plus utiles localement, en particulier pour Luchon. Mme Bruynooghe a expliqué que le futur cadre européen intégré de résilience climatique et de gestion des risques devrait inclure des éléments sur la visualisation des aléas climatiques, l'amélioration de la prévision et la prévision à moyen terme, notamment grâce à la modélisation Copernicus et [ECMWF](#). Petite Graine a également rappelé qu'elle avait contribué à la consultation publique sur ce cadre (contribution accessible [ici](#)).

Petite Graine a enfin souligné que les jeunes et les communautés locales à Caramany et Luchon ne se sentent pas entendus par les autorités nationales ou par l'Union européenne. L'équipe a demandé comment la Commission consulte les populations vulnérables dans le contexte de l'adaptation climatique. Mme Bruynooghe a indiqué que cette question ne relevait pas directement de son périmètre.

L'échange a également permis d'aborder les obstacles qui empêchent les connaissances financées par l'Union européenne d'atteindre le niveau local : Mme Bruynooghe a mentionné le rôle d'ENC et du Cerema pour aider à relayer les connaissances techniques auprès des collectivités locales.

Le résultat de la réunion a été très positif. Elle a permis à VUPK de partager un retour direct sur l'accessibilité et la valeur pratique des projets d'adaptation financés par l'Union européenne, de mettre en avant sa contribution à la consultation sur le Cadre européen de résilience climatique, et d'identifier des ressources utiles pour connecter Luchon et Caramany aux outils et réseaux européens existants en matière d'adaptation.

## Kibera

### 1. Bureau exécutif du Président du Kenya

Premièrement, le projet a rencontré Dr Christina Gatura, Directrice adjointe Communication et plaidoyer au sein du Bureau exécutif du Président, dans l'Unité des minorités et des communautés marginalisées.

L'échange a porté sur la reconnaissance des communautés marginalisées, la situation de la communauté nubienne, ainsi que les liens entre marginalisation, emploi, moyens de subsistance et crise climatique.

Dr Gatura a indiqué que le gouvernement travaillait à la reconnaissance des Nubiens. Elle a également proposé plusieurs pistes de suivi, notamment l'organisation d'une conférence nationale sur les communautés marginalisées, un soutien à des projets créateurs d'emplois à Kibera, ainsi qu'un cadre politique reliant marginalisation et vulnérabilité climatique.

La réunion a été très positive, car elle a positionné Maida CBO comme un interlocuteur de confiance entre la communauté et les institutions publiques.

## 2. Délégation de l'Union européenne au Kenya

Deuxièmement, le projet a rencontré la Délégation de l'Union européenne au Kenya, avec Thomas Yatich, chargé des programmes environnementaux.

La discussion a mis en évidence l'écart entre les engagements européens en matière d'adaptation climatique et les projets effectivement visibles sur le terrain. VUPK a souligné le manque de projets substantiels sur la préparation aux inondations dans les quartiers informels, malgré les ambitions du Global Gateway et du Programme indicatif pluriannuel 2021-2017 de la Délégation.

M. Yatich a reconnu l'existence d'un maillon manquant sur l'adaptation aux inondations à Kibera. Il a conseillé de poursuivre le plaidoyer auprès de la DG INTPA à Bruxelles.

La réunion a été mitigée : elle a confirmé certaines initiatives utiles, mais aussi l'absence de priorité claire pour l'adaptation aux inondations dans les quartiers informels.

## 3. Administration du Makina Ward

Troisièmement, le projet a rencontré des représentants de l'administration du Makina Ward, structure décentralisée du comté responsable d'une partie de Kibera.

L'échange a porté sur le drainage, la collecte des déchets, les tensions autour de la relocalisation et les relations difficiles entre les autorités locales et certaines parties de la communauté nubienne.

Les représentants ont expliqué que l'amélioration du drainage nécessite parfois d'intervenir dans des zones où des logements ont été construits au-dessus des canaux. Cela crée des conflits avec les habitants.

La réunion a été négative, car elle a révélé un manque profond de confiance entre une partie de la communauté et les autorités locales, ainsi que de fortes limites institutionnelles à la participation des jeunes.

## 4. UN-Habitat

Quatrièmement, le projet a rencontré Daniel Munene, professionnel de l'urbanisme à UN-Habitat.

L'échange a porté sur la planification urbaine dans les quartiers vulnérables de Nairobi et sur le rôle d'UN-Habitat. Celui-ci fournit surtout une expertise technique aux politiques urbaines, plutôt qu'une intervention directe sur le terrain.

M. Munene a partagé plusieurs initiatives pertinentes, notamment Nairobi Placemaking Week, Tomorrow's Cities, Kounkuey Design Initiative, Akiba Mashinani Trust et le Kenya Informal Settlements Improvement Project.

La réunion a été très positive, car elle a permis à VUPK d'identifier des ressources, des études et des exemples de projets utiles pour comprendre les enjeux urbains de Kibera.

## **5. Commission de l'Union africaine, réduction des risques de catastrophe**

Cinquièmement, le projet a organisé un échange avec l'unité de réduction des risques de catastrophe de la Commission de l'Union africaine, avec Adama Bamba et Hewan Seife Mengesha.

L'Union africaine a présenté son cadre de gouvernance en matière de réduction des risques de catastrophe. Elle a aussi identifié le Conseil consultatif africain de la jeunesse sur la réduction des risques de catastrophe comme le principal mécanisme continental pour intégrer les voix des jeunes.

La réunion a été très positive, car elle a ouvert un canal concret de suivi avec ce Conseil consultatif.

## **6. Délégation de l'Union européenne auprès de l'Union africaine**

Sixièmement, le projet a rencontré la Délégation de l'Union européenne auprès de l'Union africaine, avec Michele Rizzi, Yann Guegan et Lawrence Muli.

La discussion a porté sur les priorités de l'action extérieure de l'UE, la révision à venir de la Charte africaine de la jeunesse, l'évaluation à mi-parcours du Plan d'action pour la jeunesse, ainsi qu'un futur Dialogue politique jeunesse avec la Commissaire Jessika Roswall.

La réunion a été très positive, car elle a permis d'identifier des opportunités de plaidoyer, notamment pour mieux intégrer le changement climatique et l'adaptation dans les cadres de participation des jeunes au niveau UA-UE.